

Nous ne paierons pas la crise.

Oui à nos salaires.

Oui à nos emplois.



La crise actuelle est la plus grave qu'ait connue l'économie mondiale depuis des décennies. Son déclenchement contredit tous les discours patronaux et gouvernementaux tenus jusqu'à ces dernières semaines. Loin d'être simplement la conséquence de dérangements financiers aux Etats-Unis, elle met en cause toute la logique économique-financière mise en œuvre depuis 25 ans à l'échelle mondiale.

Pour augmenter les revenus du capital, une pression s'exerce depuis de nombreuses années sur l'emploi et tous les éléments de valorisation du travail : les salaires, la protection sociale, les minima sociaux. Les états ont déréglementé les normes sociales pour précariser l'emploi et flexibiliser le travail salarié, exigeant que la vie humaine s'adapte à la rapidité des mouvements de capitaux. Pour élargir la place du marché, ils ont procédé partout dans le monde à des privatisations de services publics.

La dimension mondiale des secousses du système bancaire signe l'échec de ces politiques.

Le MEDEF veut en profiter pour obtenir de nouvelles exonérations de cotisations et de nouveaux assouplissements du droit du travail. Le Président de la République et le gouvernement appellent à l'unité nationale, pour tenter de s'exonérer des conséquences de leurs propres choix dans la situation actuelle.

A cet égard, le projet de loi de finances pour 2009 comme le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, ne tiennent absolument pas compte de l'urgence sociale et économique et des leçons qu'il faut tirer de la crise.

Pour la CGT, il faut à la fois repenser le système économique mondial et revoir les politiques économiques et sociales en France et en Europe.

Les salarié-es ne portent aucune responsabilité dans l'émergence de la crise financière. Ce n'est pas à elles ni à eux d'en payer les dégâts ni d'en subir les conséquences. La CGT rejette les discours entretenant la fatalité de la situation.

Déjà dans notre département, des centaines de salarié-es sont menacés de perdre leur emploi, salarié-es de la sous-traitance, intérimaires et CDD sont les premiers touchés, d'autres se retrouvent en chômage partiel comme sur le bassin d'Ancenis entre autres.

Les négociations annuelles obligatoires commencent dans certaines entreprises, il nous faut engager la riposte nécessaire pour gagner alors sur nos salaires et nos emplois.

Aujourd'hui les états mobilisent des centaines de milliards de dollars et d'euros de fonds publics pour tenter de juguler la crise. Ils annoncent l'étatisation de banques afin d'éponger leurs pertes colossales. L'intervention publique est nécessaire, mais la question est de savoir si elle doit sauver le système financier pour permettre à la spéculation de perdurer ou si elle doit favoriser une croissance fondée sur le progrès social.

S'il est possible de trouver des milliards d'euros pour sauver la finance, il est possible d'en trouver pour nos salaires, nos emplois, notre protection sociale et nos retraites.

Face à la crise, il faut des réponses nouvelles : la sécurité sociale professionnelle, une nouvelle politique de développement industriel, la création d'un pôle public financier sont autant de propositions de la CGT qui prolongent les actions revendicatives sur le pouvoir d'achat, l'emploi, le développement de la protection sociale solidaire, pour conforter la place du service public, arrêter le processus de privatisation de la Poste.



Dans ce contexte, les salarié-es ont le plus grand intérêt à se rassembler et à se mobiliser pour porter leurs revendications.

Après la mobilisation du 7 octobre qui a rassemblé 8500 salarié-es pour exiger un travail décent pour une vie décente en Loire-Atlantique, l'UD CGT 44 appelle les salarié-es, retraité-es et privé-es d'emploi :

➔ **A se rassembler devant l'usine Trelleborg de Carquefou le : 26 novembre à 14h**

➔ **A participer au meeting de la CGT, avec la présence de Bernard Thibault le : 26 novembre à 17h
Cité des Congrès à Nantes**

➔ **A traduire leurs exigences revendicatives par le vote CGT le : 3 décembre 2008**

**Bulletin de contact
et de syndicalisation**

Je souhaite ☐ prendre contact
☐ me syndiquer

NOM : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Localité :

Tél. : Fax :

e-mail :

Entreprise :

Secteur d'activité :

Localité :

A renvoyer à la CGT



Union Départementale CGT 44

Maison des Syndicats
1 pl de la Gare de l'Etat - C.P. n° 1
44276 NANTES cedex 2
Tél. : 02 28 08 29 80 - udcgt44@cgt44.com

Union Locale NANTES

Maison des Syndicats
1 pl de la Gare de l'Etat - C.P. n° 1
44276 NANTES cedex 2
Tél. : 02 28 08 29 70
union-locale@cgt-nantes.com

Union Locale SUD-LOIRE

16 rue Monnier - 44400 Rezé
Tél. : 02 40 84 34 89 - ulcgtreze@wanadoo.fr

Union Locale BASSE-LOIRE

1 rue de la Fraternité - 44220 Couëron
Tél. : 02 40 86 21 43

Union Locale CARQUEFOU

Impasse de la Hache - 44470 Carquefou
Tél. : 02 40 30 32 45
ul.cgt.carquefou@wanadoo.fr

Union Locale ST-HERBLAIN

42 rue de la Dutée
44800 Saint-Herblain
Tél. : 02 40 92 15 63
cgt.ul.stherblain@wanadoo.fr

Union Locale CHATEAUBRIANT

Place des Terrasses
44110 Chateaubriant
Tél. : 02 40 81 04 82
ul.cgt.chateaubriant@wanadoo.fr

Union Locale ANCENIS

Espace Corail
44150 Ancenis
Tél. : 02 40 96 07 09
ulcgtancenis@orange.fr

Union Locale ST NAZAIRE

Quai Demange
44600 Saint-Nazaire
Tél. : 02 40 22 23 21
secretariat.cgt.saint-nazaire@wanadoo.fr

Union Locale BLAIN

1 rue de la Prée - 44130 Blain
06 82 85 27 70 - plumet@wanadoo.fr

Union Locale PAIMBOEUF

Centre Assoc. Pergaud
2 place de l'Eglise - 44560 Paimboeuf
Tél. : 02 40 27 60 44
ul.cgt44560@orange.fr

Union Locale CLISSON

Place Jacques Demy
44190 Clisson
Tél. : 02 40 46 32 70
ulcgtclisson@wanadoo.fr